



Maurice Tornay estime que la convention avec la France est une aberration, mais veut laisser le Parlement faire son travail. Sédrik Nemeth

## «Pas question de lancer un référendum cantonal»

**FISCALITÉ** Maurice Tornay, grand argentier valaisan, explique comment il se battra contre la convention sur les successions avec la France.

Stéphanie Germanier  
stephanie.germanier@lematin.ch

**La Conférence latine des directeurs cantonaux des Finances, que vous présidez, est-elle encore opposée à la convention comme vous le laissez entendre en mars?**

Oui. Cette convention est inacceptable et les deux éléments ajoutés au projet initial – le délai de huit ans et l'augmentation à 50% de la part à détenir dans une société immobilière – n'y changent rien. Nous l'avons fait savoir à Eveline Widmer-Schlumpf.

**Avec quels arguments?**

Cette convention est une révolution complète de notre système fiscal. Que l'imposition d'un immeuble se trouvant en Suisse puisse entrer dans la souveraineté fiscale française est une aberration. Tout comme le fait que la France puisse taxer des héritiers suisses de parents suisses vivant en Suisse et n'ayant jamais quitté la Suisse. Ça dépasse l'entendement.

**Si l'on choisit de vivre ailleurs, on accepte certains désagréments...**

Si votre fils ou fille trouve l'amour à Paris plutôt qu'à Berne ou à Berlin, il ou elle sera taxée jusqu'à hauteur de 45%. Nous ne voulons pas octroyer ce droit à la France, car nous nous le refusons à l'intérieur de la Suisse, entre cantons.

**Mais des dispositions dans le modèle de convention de l'OCDE disent noir sur blanc qu'imposer au domicile de l'héritier et non pas du défunt est possible...**

On ne peut pas s'appuyer sur une note de bas de page, sur une exception, sur une éventualité, pour entrer en matière sur cette incongruité fiscale.

**Alors on dit non et on attend?**

La Suisse n'a que dix conventions en matière de successions, alors qu'elle

en a quatre-vingt-deux pour la double imposition. Ce nombre modeste est la preuve que ce genre de convention n'est envisagé que s'il ne dessert pas les intérêts des Suisses et des personnes domiciliées en Suisse.

**Est-ce que vous êtes prêt à faire un pas en direction d'Eveline Widmer-Schlumpf?**

Ce dossier est celui du Conseil fédéral et pas celui d'Eveline Widmer-Schlumpf seule. Cette convention est à «sens unique». Il est donc impossible de faire un bout de chemin vers son acceptation.

**Faut-il alors refuser de collaborer avec la France?**

Pourquoi pas? Car, en plus, le protocole additionnel prévoit qu'il faut interpréter la convention de manière à ne pas faire obstacle à un échange effectif de renseignements! Introduire un échange d'informations pour appliquer une convention inacceptable, c'est se faire hara-kiri.

**Certains, comme Pascal Broulis, ont laissé entendre que les cantons devaient saisir le référendum.**

**Vous pensez pareil?**

Le référendum n'est pas à l'ordre du jour des cantons. Chaque chose en son temps. Pour l'heure, la Conférence latine des directeurs cantonaux des Finances a dit son opposition et la conférence nationale a émis de fortes réserves vis-à-vis de la convention.

**Pas de référendum alors?**

Il n'y a pas de discussion à ce sujet. Ce sont les députés cantonaux qui ont évoqué cette possibilité. Nous devons utiliser notre force de conviction, notre influence et nos contacts pour que cette convention soit refusée aux Chambres fédérales. Je n'aime ni les menaces ni les mesures de rétorsion. Donc pas de référendum à ce stade.

**Ce n'est donc plus votre affaire, mais celle des Chambres fédérales?**

C'est toujours notre affaire, mais l'approbation ou le refus sont aujourd'hui d'abord dans les mains des parlementaires fédéraux. Menacer de

lancer un référendum, c'est leur enlever cette prérogative. C'est aussi contre-productif, car c'est dire aux Chambres qu'elles pourraient accepter la convention puisque, de toute façon, un référendum des cantons ou du peuple corrigerait leur décision. Faisons donc confiance au Parlement. Il a déjà montré que les signaux étaient au vert pour dire non à cette convention. Il a accepté à une écrasante majorité que les immeubles ne puissent être taxés qu'au lieu de leur situation.

**Et les cantons romands ne suffiraient pas pour saisir le référendum, or les Alémaniques ne sont pas concernés...**

C'est faux, ce dossier les concerne car d'autres pays seront enclins à vouloir bénéficier des mêmes avantages que ceux que la convention prévoit pour la France. Mais le référendum cantonal doit être utilisé avec parcimonie et dans les cas d'extrême nécessité. Le Valais a tenté cette démarche à propos de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire et nous avons eu beaucoup de réponses polies à notre invitation, mais pas de réponses positives.

**Vous allez monter à Berne pour convaincre alors?**

Oui. Je serai entendu par les commissions compétentes en septembre, probablement. Et là, nous allons, en direct, pouvoir démonter cette convention. Montrer qu'elle n'a rien à voir avec celle que nous avons avec l'Allemagne, contrairement à ce que l'on dit. Si les enfants de Suisses se sont établis à Berlin, ils ne seront pas taxés par l'Etat tiers, contrairement à ceux qui seraient à Paris. Vous voyez l'ambiance: un fils à Berlin qui hérite sans impôt et une fille à Paris qui paie, elle, un impôt jusqu'à 45%!

**Il semble qu'il n'y aurait que très peu de personnes concernées par ce fameux taux de 45%...**

Ce n'est pas la question. Il n'y aurait bien qu'une seule personne que ce serait déjà une injustice à combattre par principe. Et n'oublions pas que 180 000 Suisses vivent en France. Ce n'est pas rien! •

## L'après-capitalisme se mijote à Chandolin

**JEUNES SOCIALISTES** Leur initiative «1:12» fait trembler le patronat. Eux-mêmes la jugent plutôt sage. Reportage dans leur camp d'été valaisan.

En mars, la Suisse a surpris le monde en acceptant l'initiative Minder contre les rémunérations abusives. Le stupéfiant-elle en fixant à «1:12» l'écart maximal entre le plus haut et le plus bas salaire? Si la réponse est oui en novembre, on pourra organiser des pèlerinages révolutionnaires au Grand Hôtel de Chandolin, à 2000 mètres d'altitude. C'est dans ce nid d'aigle d'une commune catholique valaisanne que, depuis plusieurs années, la Jeunesse socialiste (JS) affermit ses convictions et prépare ses combats dans son camp d'été.

La fréquentation – 130 participants en 2013, âgés de 18 à 25 ans pour la plupart – ne cesse d'augmenter, à l'image du nombre de membres des JS, qui a franchi la barre des 3500, deux fois plus qu'il y a cinq ans.

Cette progression ne doit rien au hasard. Même si elle repose largement sur des bénévoles et quelques temps-partiel, l'organisation s'est nettement renforcée. Un poste de président a été créé et est occupé par deux personnalités charismatiques: Cédric Wermuth d'abord, David Roth aujourd'hui. «Nous sommes le premier parti de jeunes en Suisse», dit ce dernier.

**950 signatures au Paléo**

Aile remuante du PS, les Jeunes socialistes sont surtout une formidable machine à récolter des signatures, comme le démontrent ses initiatives «1:12» et «Stop à la spéculation» (sur les matières premières, qui devrait aboutir cet automne).

«Nous n'avons pas des millions à disposition, mais des activistes»

DAVID ROTH  
Président de la Jeunesse socialiste

Juste avant de faire la queue pour les spaghetti bolo au menu de ce mercredi 7 août, c'est d'ailleurs de la seconde qu'il est question dans la salle à manger du Grand Hôtel: «Nous avons obtenu 950 signatures au Paléo, nous pouvons encore en engranger plusieurs centaines au festival Rock Oz'Arènes.» Sur un drap punaisé au mur, le rétroprojecteur détaille la suite des opérations pour la campagne «1:12»: «Jasmin Staiblin, nouvelle CEO d'Alpi – chercher plus d'informations.»

«Nous n'avons pas des millions à disposition, mais beaucoup d'activistes», dit David Roth. En avril, le président a tweeté qu'il irait boire une bière pour célébrer la mort de la néolibérale Margaret Thatcher, créant ainsi un tumulte sur les réseaux sociaux. Mais, quand on l'écoute parler stratégie, on comprend vite que, pour lui, rien ne remplace le dialogue face-à-face, la présence sur le terrain.

**«A Genève, nous visons 1 à 5»**

Pendant cinq jours, les participants se répartissent le travail à faire dans les sections, suivent des ateliers sur l'économie, la rhétorique, la meilleure façon d'aborder les médias et les fondamentaux du socialisme. Profitons d'une présentation historique destinée à un groupe de débutants romands pour leur demander quelle importance revêt à leurs yeux l'initiative «1:12».

«Pour moi, c'est un texte plus réformateur que révolutionnaire, dit

Pauline. Aux JS Genève, nous militons pour un écart maximal de 1 à 5. C'est un outil pour faire évoluer les mentalités.» Rien que ça? «Il amène les gens à réfléchir sur des thèmes restés tabous jusqu'ici», complète Romain. Venu de France voisine, Aurélien assure que «les gens ont les yeux rivés sur ce qui se passe en Suisse» et imagine à haute voix ce que donnerait l'application du principe «1:12» au service public de son pays. Dans l'ensemble, le groupe trouve qu'il n'y a pas vraiment de quoi fouetter un chat. Tout au plus Raphaëlle concède-t-elle que «certaines réformes peuvent changer le monde à terme».

Pourtant, au-delà de l'écrêtage des très hauts salaires, l'initiative «1:12» soulève bel et bien un enjeu fondamental de société que résume David Roth: «Voulons-nous une démocratie soumise au marché, à la Merkel, ou garder la maîtrise sur les grands principes régissant la vie économique?» Pour lui, la réponse est claire, il est temps de reprendre la main face aux excès.

**«Etre crédible en économie»**

Encore fallait-il combler un déficit sur la pensée économique. Ce terrain est largement occupé par la droite et, au PS, par l'aile «réaliste», qui avait notamment rédigé le manifeste du Gurten. Depuis quelques années, les choses changent. «La gauche doit montrer qu'elle a une vision crédible de l'économie, afficher ses compétences», dit Samuel Bendahan, un des intervenants à Chandolin.

L'autre défi est de faire passer ses convictions dans des médias pas toujours réceptifs. Là aussi, l'attitude des JS a évolué. «Nous étions réservés face à la presse, souvent concentrée dans les mains de grands groupes. Nous sommes devenus plus proactifs et transparents», dit David Roth, qui anime d'ailleurs un atelier pratique sur ce thème. Même la très libérale NZZ a été invitée à suivre les débats de Chandolin.

«Change ce qui te dérange»: par rapport à d'autres mouvements de gauche qui passent le plus clair du temps à dissenter sur le post-capitalisme ou à s'entre-déchirer, les JS se distinguent par un désir d'action. L'initiative «1:12» en est la manifestation la plus spectaculaire jusqu'ici.

«Les milieux économiques sont nerveux et vont dépenser des millions pour la contrer, c'est déjà un succès», dit Filippo Rivola, vice-secrétaire central. Pourtant, l'initiative reste à ses yeux «une réforme qui changera un peu la répartition des richesses, pas une révolution». Et, comme disait son héroïne Rosa Luxembourg, «les réformes n'arrêteront pas le capitalisme».

Jean-Claude Pécellet



David Roth devant un tableau de «brain storming» au Grand Hôtel de Chandolin.